

XXII - DEVENONS LE MOTEUR DE L'INTEGRATION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

L'intégration économique des pays de l'Afrique de l'Ouest, se présente comme une grande chance pour la Côte-d'Ivoire. Nous pouvons en tirer des bénéfices concrets.

Nos industries, souvent plus compétitives que celles des autres pays, profiteront de l'extension des marchés (de 20 à 250 millions de consommateurs) pour se développer et créer de nouveaux emplois.

Nous développerons les échanges avec les pays voisins pour réduire les prix de certaines denrées importées des pays du Nord à un coût plus élevé.

Le développement accéléré des pays voisins stabilisera leurs populations et constituera ainsi un facteur important de réduction de la pression migratoire.

Nous proposerons à nos partenaires de l'UEMOA de mettre en œuvre une Politique Agricole Commune. Ensemble, nous atteindrons plus facilement l'autosuffisance alimentaire, nous profiterons mieux des opportunités offertes pour devenir compétitif à l'exportation dans certaines filières et, nous achèterons moins chers.

Ensemble, nous organiserons la filière bovine. Nous aiderons à la réalisation de l'abattoir d'Anyama. A ce volet industriel, ajoutons un volet transport qui consiste à utiliser le rail plutôt que la route, surtout pour la transhumance sur pieds. Les points de compétitivité ainsi gagnés et la certification de la qualité de toute la chaîne élevage-transport-abattage permettront d'envisager à terme l'exportation.

Nous aménagerons des quais de chargement des wagons à Ouangolodougou ou à Ferkessédougou.

Nous agissons en faveur d'une **accélération de l'entrée de la Guinée et de la Gambie dans l'UEMOA** et nous encouragerons également l'entrée de nos voisins anglophones, comme le Ghana et le Liberia, dans l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africain.

Nous agirons en faveur du **retour en Côte d'Ivoire des sièges des grandes institutions** mais aussi de l'installation de nouvelles.

Nous redéployerons le dispositif de nos missions diplomatiques à l'étranger pour l'adapter à l'évolution du contexte politique et économique mondial. Nous coopérerons notamment massivement avec des pays comme la Chine et l'Inde, qui ont des besoins que nous pouvons satisfaire et des savoir-faire adaptés à nos propres besoins.

Nous mettrons en place une "diplomatie économique" offensive pour favoriser nos exportations autant que pour inciter les opérateurs étrangers à investir en Côte d'Ivoire. Nous aurons donc besoin de conseillers économiques bien formés et expérimentés.

Enfin, **nous demanderons aux 130 000 Ivoiriens qui vivent à l'étranger, de s'impliquer davantage dans la vie politique, économique et sociale de notre pays :**

- de nombreuses associations réunissent les Ivoiriens de l'étranger : nous nous appuierons sur elles dans le cadre de projets visant à mieux faire connaître la Côte d'Ivoire et ses potentialités ;
- nous faciliterons les investissements des Ivoiriens de l'étranger en Côte d'Ivoire, dans des secteurs porteurs comme l'habitat, l'agriculture, la microfinance.

Nous aurons besoin de recruter des cadres de haut niveau : nous n'hésiterons pas à faire appel aux Ivoiriens de l'étranger qui ont acquis des compétences pointues et avérées.

